

Regards croisés sur les relations franco-allemandes, l'Union européenne et l'espace méditerranéen

Sondage Harris Interactive pour La Fondation Genshagen et l'Institut Montaigne

Enquête réalisée en ligne du 26 septembre au 04 octobre 2013 :

- En France : échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population française âgée d'au moins 18 ans.
- En Allemagne : échantillon de 1 000 personnes représentatif de la population allemande âgée d'au moins 18 ans.
- Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région de l'interviewé(e).

Le Forum de Genshagen, fruit d'un partenariat entre la *Fondation Genshagen* et l'*Institut Montaigne*, réunit chaque année une centaine de décideurs et de représentants français et allemands des mondes de la politique, de la diplomatie, de l'économie, de la culture et des médias autour d'un thème relatif à l'Europe. L'objectif de ces rencontres est de **renforcer le dialogue franco-allemand** mais également **d'impulser des réflexions stratégiques sur l'avenir de l'Europe**. Cette année, le IVème Forum de Genshagen pour le dialogue franco-allemand a pour thème spécifique « **L'Union européenne et la Méditerranée : Quelles attentes réciproques, quelles perspectives communes ?** ». Dans la perspective de cet événement, Harris Interactive a interrogé deux échantillons représentatifs de Français et d'Allemands afin de **mettre au jour leur perception des relations franco-allemandes ainsi que leur appréciation et souhaits à l'égard des relations entre l'Union européenne (UE) et les pays de l'espace méditerranéen**.

Cette enquête 2013¹ a donc plus précisément pour objectif de **mesurer les évolutions de la perception de la relation entre la France et l'Allemagne** dans la continuité des enquêtes déjà menées en 2011² et 2012³. Au-delà

¹ Rappel du contexte politique français et allemand au moment de l'administration du sondage (septembre 2013) : En France, plus d'un an après l'élection de François Hollande, seuls 29% des Français faisaient confiance au Président de la République pour mener une bonne politique pour la France. En Allemagne, le parti d'Angela Merkel, la CDU, a une nouvelle fois remporté les élections de septembre dernier, ce qui permet à la Chancelière Merkel de briguer un troisième mandat consécutif à la *Kanzleramt* allemande.

de ces premières mesures barométriques, il s'agit, en second lieu, d'examiner **la perception française et allemande de l'espace méditerranéen**, d'appréhender **la lecture des conséquences du « Printemps arabe »** pour les pays de cette zone et pour l'UE, et d'identifier les **souhaits des Français et des Allemands en ce qui concerne les relations entre l'Union européenne et cet espace méditerranéen**.

Quel regard portent les Français et les Allemands sur l'attitude de l'Union européenne et des pays membres depuis les premières révoltes qui ont secoué les pays arabes en décembre 2010 ? Quels impacts ont eu ces mouvements sur leurs perceptions de l'espace méditerranéen ? Les populations française et allemande soutiennent-elles la perspective d'un approfondissement des relations politiques, économiques ou sociales avec ces pays ? Sont-elles confiantes ou inquiètes à l'égard de leur avenir ?

Que retenir de cette enquête ?

- Soulignons en premier lieu que si des différences de perception sont parfois observables, **les réponses données par les Français et celles données par les Allemands convergent sur un grand nombre de points.**

- **Relations franco-allemandes**

Plus de 9 Français sur 10 mentionnent spontanément l'Allemagne comme le partenaire le plus important de la France parmi les pays de l'Union européenne. **La réciproque est vraie également pour un peu plus de 8 Allemands sur 10**, qui citent la France comme partenaire privilégié. Notons que cette citation réciproque de l'Allemagne par les Français et de la France par les Allemands est en progression constante depuis la première vague de ce baromètre, réalisée en 2011.

² Voir l'enquête menée dans le cadre du Forum de Genshagen en 2011 intitulée „Les migrations et l'intégration en France, en Allemagne et en Europe“ : <http://www.harrisinteractive.fr/news/2011/30112011.asp>

³ Consulter également l'enquête menée dans le cadre du Forum de Genshagen en 2012 intitulée „*Regards croisés* sur les politiques énergétiques en France, en Allemagne et en Europe, et sur les relations franco-allemandes“, consultable en ligne sur: <http://www.harrisinteractive.fr/news/2012/08112012.asp>

- **Relations entre Etats membres et Union européenne**

Les deux populations indiquent que **les relations franco-allemandes revêtent une grande importance pour l'avenir de l'Union européenne** (note moyenne de 7.8 sur une échelle de 1 à 10). Ces chiffres connaissent une hausse significative suite à la légère baisse enregistrée en 2012, signe que le dialogue franco-allemand demeure une pierre angulaire de la construction européenne aux yeux des deux pays. **La note attribuée à la qualité de la relation franco-allemande est également en hausse depuis l'année dernière, surtout auprès de la population allemande (7, +0,6 point par rapport à 2012) et dans une moindre mesure en France (5.9, +0,1 point).** Toutefois, notons qu'en France, 40% des personnes interrogées (-5 points) continuent de juger « mauvaises » les relations entre la France et l'Allemagne, ce qui n'est le cas que de 17% des Allemands.

Si le couple franco-allemand est perçu comme plus important et plus apaisé que l'année dernière, il n'en est pas de même vis-à-vis de l'Union européenne. En effet, **de plus en plus de Français (40%, soit +11 points par rapport en 2012) comme d'Allemands (44%, soit +14 points) souhaitent que l'Union européenne dispose de moins de prérogatives au profit d'une plus grande souveraineté des Etats.** Cette considération est particulièrement répandue et en hausse parmi les catégories populaires et, en France, parmi les personnes se déclarant proches du Front national.

- **La France et l'Allemagne, l'Union européenne et l'espace méditerranéen**

Avec quel pays de l'espace méditerranéen développer des liens plus étroits ?

La deuxième partie du sondage conduit dans le cadre du Forum annuel de Genshagen 2013, s'intéresse aux liens entre l'Union européenne et les pays de l'espace méditerranéen, notamment ceux ayant vécu le « Printemps arabe ». Notons que **près d'un Allemand sur deux et plus d'un Français sur trois souhaitent que l'Union européenne n'approfondisse ses relations avec aucun des pays de l'espace méditerranéen.** Parmi les pays cités par les sondés, les Français mentionnent **le Maroc (36%), la Turquie (28%) et l'Algérie (23%),** tandis que les Allemands placent **la Turquie en 1^{ère} position (31%) puis Israël (25%) et l'Egypte (18%).** Si le sondage révèle également qu'une majorité absolue de Français comme d'Allemands souhaite qu'elle joue un rôle plus actif entre l'Union européenne et les pays de l'espace méditerranéen, peu souhaitent son entrée dans l'UE (13 % pour les Français, 15 % pour les Allemands).

- ***Le sentiment de proximité vis-à-vis des pays de l'espace méditerranéen***

Que ce soit sur le plan culturel, économique, politique, social ou encore en termes de mode de vie, les Français et les Allemands interrogés ne manifestent pas un fort sentiment de proximité vis-à-vis de ces pays. Les sondés se sentent davantage proches de ces pays sur le plan géographique (66 % pour les Français, 53 % pour les Allemands) et dans une moins mesure, sur le plan historique (46 % pour les Français, 36 % pour les Allemands). **Notons également que 23 % des Français et 29 % des Allemands ayant participé à ce sondage ont répondu ne se sentir proche sur aucun des plans proposés.** Cela peut contribuer à expliquer l'absence d'attrait pour des relations plus approfondies avec ces pays.

▪ **Visibilité, sentiment de proximité et craintes exprimées suite au « Printemps arabe »**

Les révoltes dites du « Printemps arabe » ont permis à un peu plus de la moitié des populations interrogées de mieux comprendre la situation des pays de l'espace méditerranéen, mais n'ont pour autant **pas vraiment permis d'accroître le sentiment de proximité avec eux** (35% en France et 38% en Allemagne). Selon les Français et les Allemands sondés, elles ont **surtout eu pour effet d'accroître les flux migratoires en direction de l'UE** (respectivement 68% et 78%) et **d'accroître les risques terroristes dans les pays de l'UE** (58% dans les deux pays). Notons également que pour 52% des Français et 54% des Allemands les suites du « Printemps arabe » vont de pair avec un développement progressif dans ces pays des processus et institutions démocratiques.

▪ ***Soutien direct, indirect, ou pas du tout ?***

Formes d'intervention souhaitées dans le cadre du « Printemps arabe »

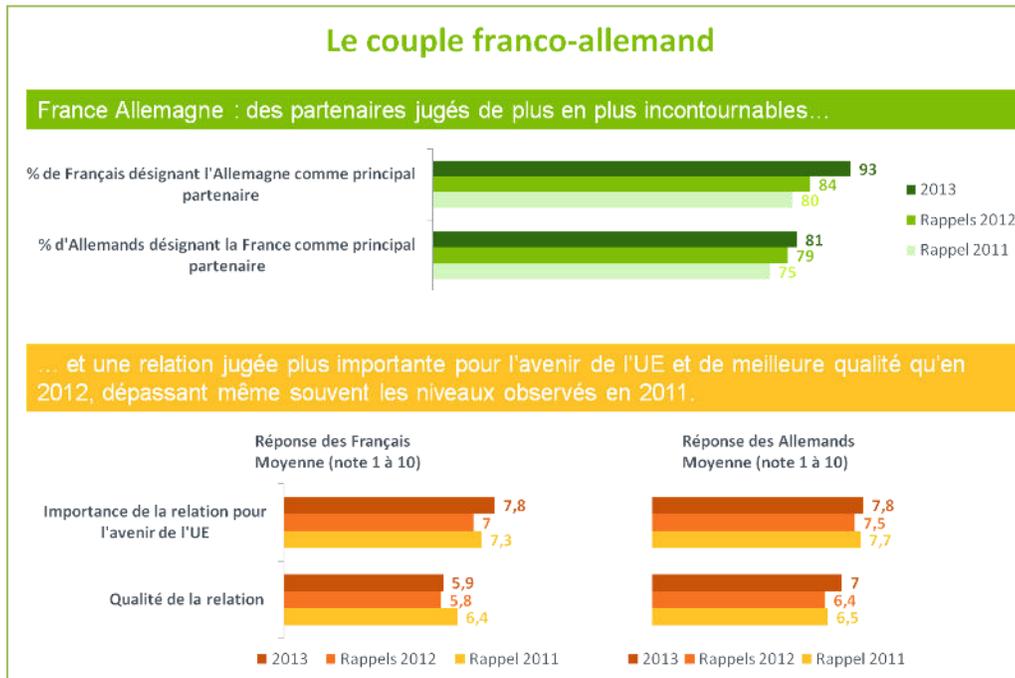
Un quart des Français interrogés ont le sentiment que leur pays a trop soutenu les populations civiles ayant pris part aux révoltes du « Printemps arabe », alors que 32% des Allemands ont le sentiment inverse. **59% des Allemands déclarent qu'ils auraient souhaité une intervention de l'Allemagne sous une forme directe ou indirecte dans le cadre du « Printemps arabe », contre 48% des Français interrogés. 52% de ces derniers considèrent que la France n'avait pas à intervenir ou est suffisamment intervenue, contre 40% des Allemands** Les deux populations auraient privilégié des solutions diplomatiques ou humanitaires ; les Allemands étant plus nombreux toutefois à indiquer qu'ils auraient souhaité que l'Allemagne intervienne en formant la police et l'armée dans les pays avec de nouveaux pouvoirs en place (24%, pour 13% en France), ou en accueillant des réfugiés sur son sol (22%, pour 7% en France).

▪ **Seul un répondant sur quatre fait preuve d'optimisme concernant l'avenir des pays ayant connu le**

« **Printemps arabe** », qu'il s'agisse de leur avenir économique ou de leur avenir politique et social. En effet 72% des Français et 74% des Allemands sondés sont pessimistes quant au développement économique de ces pays, et respectivement 75% et 73% le sont quant au développement politique et sociétal. **Mais cela n'empêche pas une majorité de Français et trois-quarts des Allemands de souhaiter que leur pays respectif approfondisse les liens économiques et politiques avec les pays de l'espace méditerranéen.** Toutefois, cet approfondissement, bien que jugé important, n'est pas perçu comme prioritaire et une indécision existe quant à l'échelon politique le plus pertinent pour initier et mettre en œuvre ces relations : celui, bilatéral, des Etats-membres (44% des Français et des Allemands), ou celui, à la fois régional et plus global, de l'Union européenne (56 % des Français et des Allemands).

Partie 1 : Les relations franco-allemandes et la construction européenne

L'Allemagne et la France, plus que jamais des partenaires incontournables aux yeux de leur population



93% des Français désignent spontanément l'Allemagne comme le partenaire le plus important de la France au sein des pays de l'Union européenne quand 81% des Allemands font état de la réciproque, citant spontanément la France comme partenaire privilégié de leur pays au sein de l'UE. Ces deux

proportions sont en hausse par rapport à 2012 et 2011. On note particulièrement une progression de ce sentiment en France, où la proportion de personnes citant l'Allemagne s'élève de 9 points par rapport à l'an passé. Souvent citée en exemple, notamment pour ses bons résultats économiques et ses chiffres du chômage plus bas que dans l'Hexagone, mais aussi en raison de la popularité d'Angela Merkel, l'Allemagne constitue ainsi un partenaire de choix selon les Français. Les références aux autres pays apparaissent bien moins fréquentes au regard de cette relation privilégiée.

Dans le détail, on observe que toutes les catégories de population et les sympathisants de toutes les forces politiques établissent ce lien fort entre la France et l'Allemagne. Au sein de la population française, 97% des sympathisants du Parti Socialiste (+10 points) tout comme 96% des sympathisants de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP, +1 point) mentionnent l'Allemagne. Même les sympathisants du Front National (89%) partagent très majoritairement cette opinion. Idem de l'autre côté du Rhin, où 88% des sympathisants de « Die Grünen » (+12 points) mais aussi 82% des sympathisants du SPD (+3 points) et 83% des sympathisants de l'Union Démocrate Chrétienne (CDU /CSU, +2 points) indiquent que la France est le partenaire le plus important de l'Allemagne au sein de l'UE. Soulignons également que dans les deux pays, et en cohérence avec les résultats

observés au cours des deux dernières vagues de l'étude, les personnes les plus âgées ainsi que les plus diplômées sont les plus nombreuses à citer la France ou l'Allemagne.

Français et Allemands s'accordent sur une importance accrue des relations franco-allemandes et leur amélioration depuis 2012

L'enquête menée l'année dernière avait permis de mettre en lumière que, si le partenariat franco-allemand demeurerait un axe majeur de la politique de leur pays respectif, les Français et les Allemands percevaient un peu moins l'importance de relations satisfaisantes entre leurs deux pays et avaient le sentiment qu'elles s'étaient légèrement dégradées. Les désaccords médiatisés entre les deux pays, portant notamment sur les moyens de sortir de la crise de la dette publique en Europe ou sur l'intervention en Libye, ou encore la volonté affichée des deux dirigeants des pays d'établir également des liens avec d'autres pays au sein de l'UE avaient pu contribuer à cette perception.

En cette fin d'année 2013, le constat est différent. En effet, en dépit des désaccords sur l'intervention militaire au Mali ou la publication d'une première mouture d'un texte sur l'Europe du Parti Socialiste français d'avril dernier critiquant « l'austérité allemande », **les Français et les Allemands déclarent de manière plus franche que les relations entre leurs deux pays sont importantes pour l'avenir de l'Union européenne.** En effet, 61% des Français comme des Allemands attribuent une note entre 8 et 10 pour qualifier l'importance de ces relations, ce qui constitue une hausse de 14 points en France et de 8 points en Allemagne par rapport à l'année dernière. 27% des habitants des deux pays notent plutôt ces relations avec une note de 6 ou 7 et seulement 4% à 5% leur octroient une note inférieure à 5. **Avec une note moyenne de 7,8, l'importance du dialogue franco-allemand est donc largement reconnue dans les deux pays.**

Dans le détail, on constate que, comme en 2012, **les personnes de 65 ans et plus, les plus diplômés et les plus aisés ainsi que les sympathisants de droite en France et de la CDU / CSU en Allemagne sont davantage enclins à reconnaître l'importance des relations franco-allemandes pour l'avenir de l'UE.** À l'inverse, les sondés appartenant aux catégories populaires ainsi que les personnes peu diplômées reconnaissent légèrement moins cette importance en France (note de 7,4 contre 8,2 parmi les plus diplômés). De même, en Allemagne, les personnes disposant des revenus les moins élevés attribuent une note d'importance un peu plus faible à cette relation (7,3).

Relevons qu'en termes d'évolution, **l'importance perçue des relations franco-allemandes croît aussi bien à droite (8.5, +1 points) qu'à gauche (7.5, +0,7 point) en France, aussi bien parmi les sympathisants de la CDU / CSU (8.2, +0,7 point) que parmi les sympathisants du SPD (8, +0,4 point) en Allemagne.** Ainsi, les baisses précédemment enregistrées en 2012 apparaissent aujourd'hui compensées.

Cette hausse de la perception de l'importance des relations franco-allemandes s'accompagne d'un sentiment d'amélioration des relations entre les deux pays, ce sentiment étant léger en France (5.9 contre 5.8 l'année dernière) et un peu plus prononcé en Allemagne (7 contre 6.4). Ainsi, les Allemands attribuent leur meilleure note à la qualité des relations franco-allemandes depuis la création de ce baromètre tandis que les Français ne remontent pas au niveau de 2011 (note de 6.4). S'ils conçoivent que les relations franco-allemandes sont importantes au sein de l'Union européenne, les Français semblent davantage garder en mémoire les différends⁴ ayant pu exister récemment entre les deux pays.

En France, 40% des Français (-5 points) estiment que les relations franco-allemandes sont plutôt mauvaises, leur attribuant une note de 1 à 5, quand 45% (+5 points) les jugent moyennement bonnes (note de 6 ou 7) et 15% (+1 point) très bonnes (note de 8 à 10). **En Allemagne, seuls 17% des répondants** qualifient les relations franco-allemandes de mauvaises (-12 points) quand 44% les jugent moyennement bonnes (+1 point) et même 38% très bonnes (+10 points). **Ce sont donc surtout les Allemands qui considèrent que les relations entre les deux pays se sont améliorées au cours des douze derniers mois, quand les Français demeurent un peu plus circonspects.**

Plus précisément, les sympathisants de la CDU/ CSU (7.4, +1 point) et ceux du parti « Die Grünen » (7.1, +0,9) sont les plus nombreux à faire le constat d'un rapprochement. Notons qu'en France, ce sont **les jeunes de 18 à 29 ans qui sont les plus nombreux à bien noter cette relation** (6.3 contre 5.9 en moyenne) **tandis qu'en Allemagne, ce sont les personnes âgées de 50 à 64 ans** qui leur attribuent le meilleur score (7.4 contre 7 en moyenne). Les **jeunes allemands** demeurent, comme l'année dernière, **un peu plus critiques à l'égard de ces relations** (6.6). Constatons également que **dans les deux pays, les représentants des catégories populaires ont**

⁴ Ces différends ne se limitent d'ailleurs pas au niveau politique : nous pouvons par exemple penser à la controverse suscitée l'exposition artistique « De l'Allemagne, 1800-1939, de Friedrich à Beckmann » au Louvre en début d'année 2013, qui s'était vue reprocher une analogie entre l'évolution de l'art allemand et la montée du nazisme.

davantage tendance à qualifier positivement la relation franco-allemande que les personnes issues des catégories supérieures.

Ainsi, il est possible que l’anniversaire du couple franco-allemand en janvier dernier, à l’occasion de la célébration des 50 ans du traité de l’Elysée signé par le Général de Gaulle et le chancelier allemand Konrad Adenauer, ait contribué à la perception d’une amélioration des relations, en dépit de différences et désaccords palpables entre les deux gouvernements. Si les Français restent plus réservés sur l’état de la relation franco-allemande, on observe néanmoins un climat un peu plus apaisé que l’année dernière et une reconnaissance accrue de l’importance du couple que forment la France et l’Allemagne au sein de l’Union européenne.

Français et Allemands sont de plus en plus nombreux à souhaiter qu’à l’avenir, l’Union européenne dispose de moins de pouvoirs et que les Etats en aient davantage.

Les pouvoirs de l’Union européenne		
		
Souhaitent plus de pouvoirs pour l’Union européenne	26% (-6)	25% (-9)
Souhaitent moins de pouvoirs pour l’Union européenne	40% (+11)	44% (+14)
Ne souhaitent ni plus, ni moins de pouvoirs pour l’Union européenne	34% (+2)	31% (=)

Si le couple franco-allemand semble s’être rapproché au cours de l’année écoulée, ce sondage montre que l’Union européenne bénéficie d’un regard moins positif. En effet, **de plus en plus de sondés indiquent souhaiter que l’Union européenne dispose à l’avenir de moins de pouvoirs par rapport aux Etats membres : 40% en France, et 44% en Allemagne.** Si ces

proportions demeurent minoritaires, elles sont néanmoins en forte progression par rapport à l’année dernière (+11 et +14 points). **L’évolution est réelle et est cohérente avec les données relevées dans différentes enquêtes.** Ainsi, les résultats de l’Eurobaromètre⁵ traduisent une défiance de plus en plus importante à l’égard de l’Union : au printemps 2013, seuls 31% des Européens indiquaient dans l’Eurobaromètre accorder leur confiance à l’UE contre 33% à l’automne 2012, 41% au printemps 2011 ou encore 57% au printemps 2007. Avec respectivement 34% et 29% de confiance exprimés dans l’Union Européenne, Français et Allemands apparaissent proches de la moyenne européenne. De même, dans une enquête internationale réalisée par

⁵ http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Harris Interactive entre le 8 et le 14 octobre 2013, une proportion significative des Français (43%) et des Allemands (51%) déclarent qu'ils auraient une meilleure image de l'Union européenne si celle-ci disposait de moins de pouvoirs qu'elle n'en a aujourd'hui.

Notons que **la progression de ce chiffre en France est à mettre en regard avec la progression du parti du Front National**. Ainsi, **55% des sympathisants FN (+18 points) déclarent dans cette enquête vouloir que l'Union européenne se voit confier moins de pouvoirs et que davantage de prérogatives reviennent aux Etats membres**. Les plus susceptibles de vouloir confier moins de pouvoirs à l'UE se retrouvent parmi les représentants des catégories populaires (44%, +13 points). En Allemagne, cette position est surtout défendue par les hommes (48%), les personnes de 50 à 64 ans (52%) et les ouvriers (52%).

A l'inverse, **un quart des habitants des deux pays mentionnent qu'ils souhaiteraient voir l'Union européenne disposer de plus de pouvoirs, quand un tiers d'entre eux lui préfèrent le « statu quo »**. Les plus nombreux, en France, à souhaiter voir élargis les pouvoirs de l'Union européenne sont les personnes âgées de 65 ans et plus (36%), les cadres et professions libérales (41%), les plus diplômés (37%) et les sympathisants socialistes (36%) ainsi que ceux de l'UDI (50%). En Allemagne, les résultats diffèrent moins selon l'âge des sondés, mais on note également que les plus nombreux à souhaiter cet élargissement des pouvoirs de l'UE sont les plus diplômés (34%) et les plus aisés (38%) ainsi que les habitants du Land de Berlin (44%). Politiquement, les sympathisants des partis « Die Grünen » et « Die Linke » sont davantage susceptibles d'adopter cette attitude pro-européenne que les partisans de la CDU/CSU ou que ceux du SPD (respectivement 38% et 34% contre 22% et 27%).

Partie 2 : Les relations entre l'Union européenne et les pays de l'espace méditerranéen ainsi que la perception des conséquences du « Printemps arabe »

Les Français souhaitent avant tout que l'Union européenne développe ses relations avec le Maroc quand les Allemands privilégient la Turquie. Notons toutefois que près d'un Allemand sur deux et plus d'un Français sur trois souhaitent que l'Union européenne n'approfondisse ces relations avec aucun des pays de l'espace méditerranéen.

48% des Allemands et 36% des Français indiquent souhaiter que l'Union européenne n'approfondisse ses liens avec aucun des pays de l'espace méditerranéen proposés. Cette opinion est davantage exprimée par les femmes (60% des Allemandes et 42% des Françaises), les personnes de 30 à 39 ans (respectivement 54% et

41%) ainsi que parmi les moins diplômés (57% et 44%). Ce sentiment est également largement partagé par les sympathisants du Front National français (60%). A l'inverse, les hommes, les personnes âgées, les plus diplômés et les sympathisants de gauche ont davantage tendance à citer au moins un pays, qu'il appartienne à la zone du Maghreb ou du Moyen-Orient.

Parmi ceux qui désignent au moins un pays, **49% des Français et 24% des Allemands citent un pays du Maghreb**. Les Français privilégient l'établissement de liens plus profonds avec **le Maroc (36%), devant l'Algérie (23%) et la Tunisie (21%)**, soit trois pays faisant partie de l'**ancien espace colonial français**. Les Allemands mentionnent **quant à eux le Maroc à hauteur de 14%, la Tunisie à 12%** et l'Algérie seulement à 6%. Des deux côtés du Rhin, très peu citent la Libye (3%).

36% des Français comme des Allemands citent **au moins un pays du Proche-Orient** (avec lequel des relations plus étroites seraient souhaitées). Les Allemands sont en effet plus nombreux à souhaiter que l'Union européenne développe **des relations plus approfondies avec Israël (25% pour 23% des sondés en France) et l'Autorité palestinienne (12% pour 8% en France)**. Cela peut notamment s'expliquer pour des raisons historiques. 12% des Français désignent le Liban parmi les trois pays avec lesquels ils désirent le plus que l'UE approfondisse ses relations, quand cela est seulement le cas de 3% des Allemands. Notons enfin que 5% des personnes interrogées citent la Jordanie dans les deux pays et 3% la Syrie. Précisons que les sympathisants de droite français citent plus que la moyenne des pays du Proche-Orient (47% contre 36% en moyenne) tandis que les sympathisants d'extrême-gauche et de gauche citent davantage les pays du Maghreb (64% contre 49% en moyenne). En Allemagne, les sympathisants de « Die Grünen » (34%) et surtout du Parti Libre Démocratique (FDP, 47%) sont plus nombreux que la moyenne à citer les pays du Maghreb..

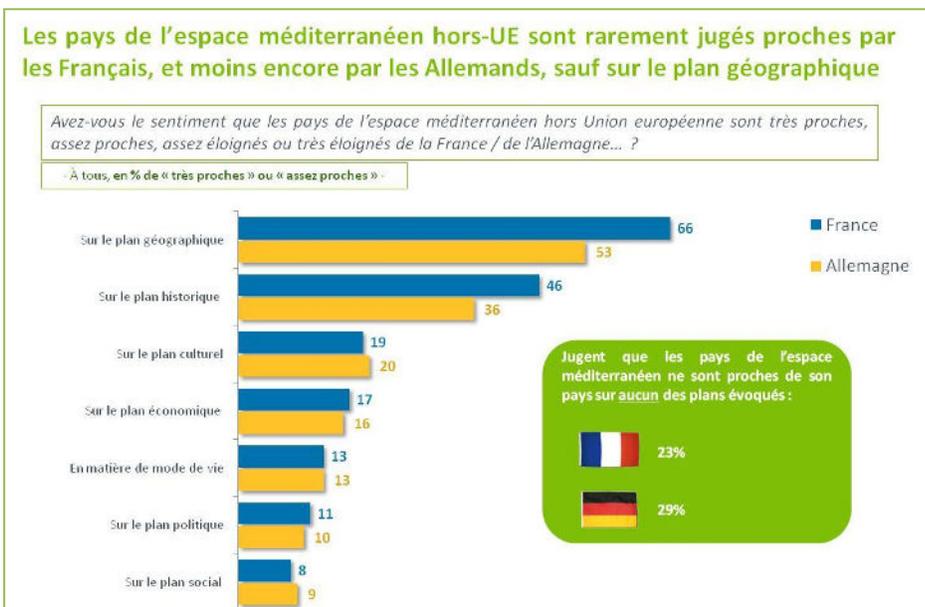
Arrêtons-nous sur **la Turquie**, pays qui a déposé sa demande d'adhésion à l'Union européenne en avril 1987, procédure toujours en cours. **La Turquie est en effet le pays avec lequel les Allemands souhaitent le plus que l'Union européenne développe ses relations (31%)**. Cela peut s'expliquer par la forte présence d'une communauté turque en Allemagne. En effet, selon des statistiques allemandes récentes⁶, les citoyens turcs vivant en Allemagne seraient environ 1,7 million tandis que les citoyens allemands d'origine turque seraient entre 2,5 et 4 millions. **28% des Français citent également la Turquie**, en 2^{ème} position, **juste derrière le Maroc**.

⁶ https://www.destatis.de/EN/PressServices/Press/pr/2010/03/PE10_076_12521.html

Enfin, relevons que **18% des Allemands et 13% des Français** déclarent qu'il est **particulièrement important que l'UE développe des liens plus approfondis avec l'Égypte**.

Si ces réponses dépendent probablement des liens historiques que la France et l'Allemagne ont pu entretenir avec chacun de ces pays, notons qu'il **semble exister une corrélation entre stabilité de ces pays de l'espace méditerranéen et degré de citations par les sondés**. En effet, les **pays qui arrivent en tête sont des pays qui ont peu ou pas connu de soulèvements ces dernières années**, tandis que les pays qui traversent actuellement des turbulences ou sont concernés par des conflits apparaissent en fin de classement (Syrie, mais aussi Libye).

Français et Allemands estiment que si les pays de l'espace méditerranéen sont proches géographiquement, ils sont assez éloignés de leur propre pays sur les plans économique, social et politique.



Une majorité de Français (66%) et, dans une moindre mesure, d'Allemands (53%), estiment que les pays de l'espace méditerranéen sont

proches de leur pays au plan géographique. **Cette proximité géographique ne s'accompagne pas toutefois d'autres formes de proximité**. En effet, seuls 46% des Français et 36% des Allemands estiment que, sur le plan historique, ces pays sont proches. **L'écart se creuse encore davantage lorsqu'il est question de culture** (respectivement 19% et 20%), **d'économie** (17% et 16%), **de mode de vie** (13% et 13%), **de politique** (11% et 10%) **ou encore de fonctionnement social** (8% et 9%).

Français et Allemands s'accordent donc majoritairement pour estimer que **les pays de l'espace méditerranéen sont éloignés de leur pays respectifs sur ces différents plans**.

Bien souvent, **les personnes interrogées issues des catégories supérieures, les plus aisées et les plus diplômées sont un peu plus nombreuses à faire état d'une proximité entre leur pays et ceux de l'espace méditerranéen.** Notons cependant que les ouvriers allemands sont un peu plus nombreux à dire que ces pays sont proches de l'Allemagne en matière de mode de vie (18% contre 13% en moyenne) mais également sur le plan historique (46% contre 36% en moyenne). **En France, les réponses diffèrent également fortement en fonction de la sympathie partisane des sondés:** ainsi les sympathisants d'extrême-gauche et de gauche sont en général plus nombreux que la moyenne à juger que les pays de l'espace méditerranéen sont proches de la France sur le plan géographique (74%), mais aussi sur les plans historique (57%), culturel (29%), économique (20%), en matière de mode de vie (19%) ou de politique (17%). À l'inverse, les sympathisants d'extrême-droite et de droite sont plus nombreux que la moyenne à juger ces pays éloignés, notamment sur le plan culturel (11% proches contre 19% en moyenne) et celui du mode de vie (7% proches contre 13% en moyenne) ou encore sur le plan politique et social (5% dans les deux cas contre 11% et 8%). Quant aux sympathisants du Mouvement Démocrate (MoDem) et de l'Union des Démocrates Indépendants (UDI), de sensibilité centriste, ils se rapprochent plutôt des sympathisants de gauche sur ces questions.

Notons qu'en **Allemagne**, on observe **moins de différences dans les réponses en fonction des sympathies partisans**, même si les sympathisants du FDP jugent ces pays proches de l'Allemagne un peu plus que la moyenne des sondés sur les plans géographique et historique.

Les révoltes du « Printemps arabe » ont permis à plus d'un Français et d'un Allemand sur deux de mieux comprendre la situation des pays de l'espace méditerranéen mais n'ont pas pour autant permis d'accroître le sentiment de proximité. Selon les Français et les Allemands, elles ont surtout eu pour effet de renforcer les flux migratoires vers l'Union européenne et d'accroître les risques terroristes en son sein.

Interrogés sur les conséquences des révoltes du « Printemps arabe », **les Français mais surtout les Allemands acquiescent majoritairement** à l'idée que **ces mouvements ont accru les flux migratoires de ces pays en direction de l'Union européenne** (68% et 78% d'accord). Ils sont également une majorité à penser qu'ils **ont accru les risques de terrorisme dans les pays de l'Union Européenne** (58% dans les deux pays). Ce sont surtout les personnes âgées et les personnes les moins diplômées qui estiment que le « Printemps arabe » est porteur de ces conséquences, tout comme les sympathisants d'extrême-droite et de droite en France (82% pour les flux migratoires et 73% pour les risques terroristes) ainsi que les sympathisants de la CDU/CSU en Allemagne (85% et 65%).

Si ce sont donc d'abord des flux migratoires et des risques terroristes en hausse que les deux populations associent aux révolutions arabes, soulignons néanmoins qu'**une majorité des Français (57%) comme des Allemands (54%)** indique que **ces mouvements leur ont également permis de mieux comprendre la situation des pays de l'espace méditerranéen**. Ce sont avant tout les sympathisants d'extrême-gauche et de gauche en France (66%) et les sympathisants de « Die Grünen » en Allemagne (74%) qui établissent le plus ce constat. **Une courte majorité est également d'accord pour affirmer que ces révoltes vont permettre que se développent progressivement dans ces pays des processus et institutions démocratiques** (52% en France et 54% en Allemagne). Les **jeunes âgés de 18 à 29 ans** figurent parmi **les plus nombreux à faire état d'une meilleure compréhension de la situation de ces pays (63% en France et 58% en Allemagne)** mais aussi à **croire en la mise en place de processus de transition démocratique (61% et 65%)**.

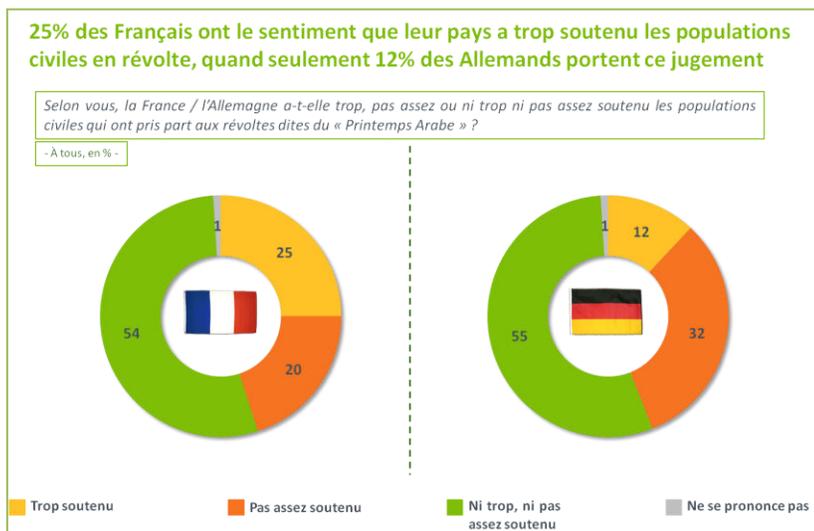
Notons toutefois que concernant ces deux aspects, la proportion de personnes « tout à fait d'accord » reste faible (7% maximum), **l'issue de ces révoltes demeurant aujourd'hui incertaine aux yeux des Français et des Allemands**.

48% des Français et 49% des Allemands approuvent l'idée que ces révoltes ont légitimé le fait que l'Union européenne accroisse les liens avec les pays de l'espace méditerranéen. Sur ce point, ce sont **les plus diplômés** qui apparaissent **les plus convaincus** (56% en France et 57% en Allemagne). Selon les affinités politiques des sondés, ce sont les sympathisants d'extrême-gauche et de la gauche (63%) mais également les sympathisants du MoDem (63%) et de l'UDI (68%) qui sont les plus convaincus en France, et en Allemagne les sympathisants de la CDU/CSU (55%) et les sympathisants du Parti Social-Démocrate (SPD, 56%).

48% des Français et 42% des Allemands estiment que **ces révoltes ont attiré leur attention sur des pays de l'espace méditerranéen qu'ils connaissaient peu**. Ces proportions sont un peu plus élevées chez les jeunes des deux pays (56% en France et 52% en Allemagne). Enfin, notons que **35% des Français et 38% des Allemands déclarent que ces révoltes les ont fait se sentir plus proches des peuples des pays de l'espace méditerranéen**. En France, ce sentiment de plus grande proximité est un peu plus manifeste chez les femmes (40%), les personnes de 65 ans et plus (41%) et les plus diplômés (44%) et apparaît même majoritaire parmi les sympathisants d'extrême-gauche et de gauche (56%). Parmi les Allemands, ce sont les plus diplômés (43%) et les plus aisés (54%), ainsi que les sympathisants du SPD (44%) mais surtout de « Die Grünen » (50%) qui sont les plus susceptibles d'indiquer que le « Printemps arabe » a renforcé leur sentiment de proximité avec ces peuples.

25% des Français ont le sentiment que leur pays a trop soutenu les populations civiles ayant pris part aux révoltes du « Printemps arabe », tandis que 32% des Allemands ont le sentiment inverse. 59% des Allemands déclarent qu'ils auraient souhaité une intervention de l'Allemagne sous une forme directe ou indirecte à l'occasion du « Printemps arabe » contre 48% des Français.

Une majorité des Français (54%) comme des Allemands (55%) estiment que leur pays n'a ni trop ni pas assez soutenu les populations civiles ayant pris part aux révoltes du « Printemps arabe ». 25% des Français et 12% des Allemands jugent au contraire que leur pays a trop soutenu ces populations, quand respectivement 20% et 32% des habitants de ces deux pays regrettent au contraire que leur Etat n'ait pas manifesté suffisamment de soutien.



Dans le détail, les plus nombreux en France à estimer que leur pays a trop soutenu les populations civiles durant le « Printemps arabe » sont les hommes (29%), les plus âgés (32%), les moins diplômés (30%), les sympathisants de l'UMP (35%) mais surtout les sympathisants du Front national (61%). En Allemagne, cette idée est moins répandue mais est un peu plus présente parmi les ouvriers (20%) et les moins diplômés

(20%). A l'inverse, en France, les jeunes de 18 à 29 ans (28%), les cadres (28%), les plus diplômés (26%) ainsi que les sympathisants d'extrême-gauche et gauche (38%) sont plus nombreux – bien que toujours minoritaires – à juger que la France n'a pas assez soutenu les populations civiles durant ces révoltes. En Allemagne, ce sont, à l'inverse de la France, les sondés plus âgés (39%), mais aussi, comme parmi les personnes interrogées en France, les plus diplômés (43%) ainsi que les sympathisants du SPD (39%) et de « Die Grünen » (54%), qui considèrent que l'Allemagne n'a pas fait preuve de suffisamment de soutien aux populations civiles des pays concernés par le « Printemps arabe ».

Plus concrètement, 32% des Français et 21% des Allemands affirment que leur pays n'avait pas à intervenir dans le cadre du « Printemps arabe ». Le refus d'une intervention est surtout le fait en France des professions intermédiaires (39%) et des ouvriers (39%) ainsi que majoritairement des sympathisants du FN (66%). En

Allemagne, ce sont également les **ouvriers** (30%) ainsi que les **habitants de l'Est** (33%) qui réfutent le plus l'idée d'une intervention.

48% des Français auraient souhaité à l'inverse que la France intervienne, que ce soit de manière directe⁷ (38%) ou de manière indirecte⁸ (44%). Les Français les plus nombreux à défendre le principe d'une intervention, qu'elle soit directe ou indirecte, sont les membres des catégories supérieures, les plus diplômés et surtout les sympathisants d'extrême-gauche et de gauche. 31% des Français indiquent qu'ils auraient souhaité que la France soutienne les agences de l'ONU, les associations et ONG présentes dans ces pays, 26% que la France envoie des observateurs politiques et 25% qu'elle effectue une pression diplomatique. 20% auraient également souhaité une action de leur pays démontrant un soutien public aux populations civiles mobilisées dans les manifestations. En revanche, seuls 17% indiquent qu'ils auraient avant tout souhaité que la France renforce ces échanges universitaires avec ces pays, 13% qu'elle participe à une intervention militaire internationale ou qu'elle forme la police et l'armée des nouveaux pouvoirs en place. Et seuls 7% auraient voulu que la France accueille sur son sol des personnes fuyant ces pays, 6% qu'elle ouvre son marché économique à ces pays et 5% qu'elle aide financièrement les populations civiles en révolte.

Les Allemands sont, quant à eux, 59% à indiquer qu'ils auraient souhaité que l'Allemagne intervienne, d'une façon ou d'une autre, 52% de manière directe et 53% d'au moins une manière indirecte. Les plus susceptibles d'indiquer qu'ils auraient souhaité une intervention – qu'elle qu'en soit la forme - sont les hommes, les jeunes de 18 à 29 ans, les membres des catégories supérieures et les sympathisants à la fois du SPD, de « Die Grünen », de « Die Linke » et de « Die Piraten ». Les Allemands auraient souhaité que leur pays privilégie la pression diplomatique (37%) devant le soutien aux associations et organisations non-gouvernementales (ONG, 32%) et l'envoi d'observateurs politiques (31%). Si Français et Allemands s'accordent sur ces premières solutions, ces derniers sont plus nombreux que les Français à déclarer qu'ils auraient aimé que l'Allemagne intervienne en formant l'armée et la police des nouveaux pouvoirs en place (24% contre 13% en France) ou en accueillant des réfugiés (22% contre 7%). **En revanche, les Allemands sont plus nombreux à indiquer qu'ils auraient souhaité une intervention militaire internationale (16% contre 13% pour les sondés français) ou une ouverture au**

⁷ *Intervention directe = « pression diplomatique sur les pouvoirs politiques en place », « expression d'un soutien public aux populations civiles en révolte », « formation de la police et de l'armée des nouveaux pouvoirs politiques », « accueil sur le sol national de personnes fuyant ces pays » ou « aides financières aux populations civiles en révolte ».*

⁸ *Intervention indirecte = « soutien aux agences de l'ONU, aux associations humanitaires et ONG », « envoi d'observateurs politiques afin d'accompagner la transition démocratique », « renforcement des échanges universitaires avec ces pays », « participation à une intervention militaire internationale pour le maintien de la paix » ou « permission pour ces pays d'accéder au marché unique de l'Union européenne ».*

marché unique de l'UE (8% contre 6%). Rappelons que depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'Allemagne n'engage que très rarement ses forces armées en-dehors de son territoire et que le **débat politique sur les questions de sécurité et d'engagement militaire** est marqué **par une grande prudence et retenue**.

Français et Allemands se montrent dans leur grande majorité pessimistes tant en ce qui concerne le développement économique que le développement politique et social des pays qui ont connu le « Printemps arabe »...

Seul un sondé sur quatre fait preuve d'optimisme pour l'avenir des pays ayant connu le « Printemps arabe », qu'il s'agisse de leur avenir économique ou de leur avenir politique et social. En effet, 27% des Français et 25% des Allemands déclarent être optimistes quant au développement économique de ces pays, contre respectivement 72% et 74% des répondants de ces deux pays qui se montrent pessimistes, et parmi eux 15% et 13% même très pessimistes. Les **proportions sont quasi identiques lorsque les Français et Allemands se penchent sur l'avenir politique et social de ces pays** : 24% des premiers et 26% des seconds envisagent avec optimisme le développement politique et social de ces pays (contre 75% et 73% de pessimistes). Notons que les Français se montrent particulièrement alarmistes à l'encontre du développement politique et social de ces pays, près d'une personne interrogée sur cinq se déclarant très pessimiste (19%).

Dans le détail, **les personnes de moins de 40 ans se montrent à la fois en France (71%) et en Allemagne (70%) un peu plus optimistes quant à l'évolution de la situation de ces pays, tant sur le plan économique que sur le plan politique et social**, tandis que les personnes plus âgées (au moins 65 ans) se montrent particulièrement pessimistes. De même, **les personnes les plus diplômées sont davantage positives** tandis que les personnes peu ou pas diplômées sont encore moins convaincues de la possibilité d'un développement économique, social et politique de ces pays de l'espace méditerranéen. Enfin, les personnes se situant à gauche de l'échiquier politique, que ce soit en France ou en Allemagne, se montrent également plus optimistes à l'égard de la situation des pays ayant connu le « Printemps arabe ».

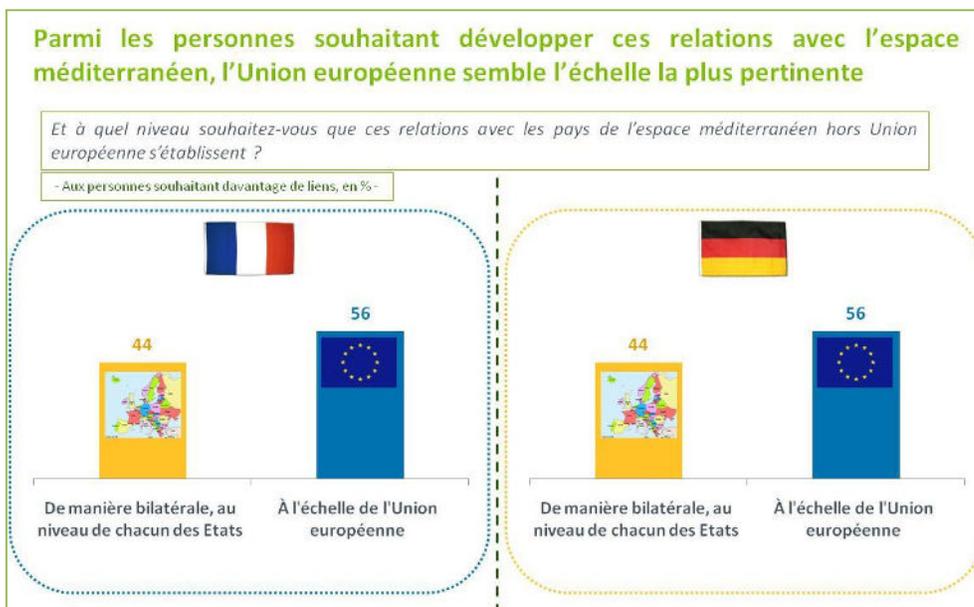
... mais cela ne les empêche pas de souhaiter majoritairement un développement des relations avec ces pays, aux plans politique et économique. L'échelle la plus pertinente selon eux pour établir ces relations se situe au niveau européen, selon une courte majorité de Français et d'Allemands.

Invités à se prononcer sur l'avenir des relations établies entre leur pays et les États de l'espace méditerranéen, une majorité des sondés, français comme allemands, se montre favorable à des relations plus poussées. Ainsi, **malgré les prévisions pessimistes qu'ils dressent, 57% des Français jugent important (43%) voire prioritaire**

(14%) que la France développe ses relations économiques avec ces pays, quand 53% estiment également important (41%) ou prioritaire (12%) d'approfondir des relations au niveau politique. Entre un cinquième et un quart des sondés français jugent secondaire le développement des relations économiques et politiques, tandis qu'un quart d'entre eux également adoptent une position plus tranchée en déclarant ne pas souhaiter du tout le développement de ces relations. **Davantage encore que les Français, les Allemands s'expriment en faveur de l'approfondissement de ces relations. En effet, 73% indiquent souhaiter le développement des relations économiques entre l'Allemagne et les pays de l'espace méditerranéen, 18% jugeant cela prioritaire. De même, 76% souhaitent l'approfondissement des relations au niveau politique, dont 17% de manière prioritaire.**

Dans les deux pays, les plus nombreux à déclarer important voire prioritaire de développer les relations avec les pays de l'espace méditerranéen, au niveau politique comme au niveau économique, sont les personnes âgées (65 ans et plus en France, 50 ans et plus en Allemagne), les membres des catégories supérieures et les plus diplômés ainsi que les sympathisants de gauche. Notons que les sympathisants de la CDU/CSU en Allemagne (82%) mais également les sympathisants de l'UDI en France (83%) se montrent également très favorables à l'établissement de relations plus approfondies en matière économique.

Ces relations doivent-elles être mises en place de manière bilatérale ou de manière plus globale à l'échelle européenne ? **56% des personnes interrogées** souhaitant un **approfondissement des liens dans les deux pays** privilégient des **relations établies à l'échelle de l'Union européenne** quand



44% préfèrent que ces relations demeurent au plan bilatéral, c'est-à-dire au niveau de chacun des États. Les plus nombreux à **défendre l'idée d'un leadership de l'Union européenne** sont les **plus diplômés** (62%) et les **sympathisants du Parti socialiste (PS) en France** (69%) et de « **Die Grünen** » en **Allemagne** (67%).

Près de six Allemands sur dix et un Français sur deux souhaitent que la Turquie joue un rôle plus actif entre l'Union européenne et les pays de l'espace méditerranéen, mais peu souhaitent son entrée dans l'Union européenne en tant qu'Etat membre.

Rappelons que dans le sondage, 31% des Allemands et 28% des Français désignent la Turquie comme un des trois pays avec lesquels il leur semblait le plus important que l'Union européenne approfondisse ses relations. Est-ce à dire qu'ils souhaitent qu'elle joue un rôle plus actif pour rapprocher les deux rives de la Méditerranée, voire qu'elle intègre l'Union européenne ?

58% des Allemands et 50% des Français souhaitent que **la Turquie joue un rôle plus actif entre l'Union européenne et les pays de l'espace méditerranéen**, mais **seuls 15% et 13% d'entre eux souhaitent son intégration dans l'Union européenne**. A l'inverse, 48% des Français et 41% des Allemands estiment que la Turquie n'a pas à jouer un rôle plus actif entre l'Union européenne et les pays de l'espace méditerranéen⁹.

Les réponses diffèrent avant tout selon les affinités politiques des sondés : ainsi, en France, les sympathisants d'extrême-gauche et de gauche sont un peu plus nombreux que la moyenne à souhaiter une entrée de la Turquie dans l'UE (25%), tandis que les sympathisants du MoDem ou de l'UDI plébiscitent plutôt l'idée d'un rôle plus actif sans aller jusqu'à l'adhésion (49% et 56%) et que les sympathisants du FN refusent la perspective d'un rôle plus actif de la Turquie (75%). En Allemagne, les sympathisants du SPD (19%) et de « Die Linke » (23%) défendent davantage l'idée d'un rôle actif à travers l'entrée dans l'UE, tandis que les sympathisants de la CDU / CSU optent majoritairement pour un rôle plus actif sans entrée dans l'UE (50%).

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom des clients – l'Institut Montaigne et la Fondation Genshagen, – le nom de l'institut – Harris Interactive –, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive est un institut de référence sur le marché des études (6^{ème} rang mondial des sociétés d'étude ad hoc). La structure française, fondée en 1995 par Nathalie PERRIO-COMBEAUX et Patrick VAN BLOEME sous le nom de Novatris, a rejoint le groupe en mars 2004.

Harris Interactive propose des méthodes d'études innovantes ainsi que des analyses et un conseil stratégique qui aident les clients à prendre des décisions réfléchies et efficaces. Le groupe doit sa réputation aux sondages d'opinion « Harris Poll » et à son rôle précurseur dans les méthodes d'études en ligne. La société a mis en place ce qui, selon elle, constitue le panel le plus important au monde : le Harris Poll Online. Harris Interactive est au service de sa clientèle dans le monde entier grâce à ses bureaux en Amérique du Nord et en Europe. Pour plus de renseignements sur Harris Interactive, veuillez consulter

Contact Harris Interactive en France:

Laurence Lavernhe – 39 rue Crozatier – 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 – 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr
Jean-Daniel Lévy – Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 – jdlevy@harrisinteractive.fr